
Robert Zimmermann

Docteur en droit
Conseil, Lausanne

La coopération judiciaire internationale en matière pénale

5^e édition



Stämpfli Editions

Table des matières

Avant-propos à la première édition	V
Avant-propos à la deuxième édition.....	VI
Avant-propos à la troisième édition.....	VII
Avant-propos à la quatrième édition	VIII
Avant-propos à la cinquième édition.....	IX
Table des matières.....	XI
Liste des abréviations.....	XXI
Bibliographie.....	XXXI
 Introduction	 1
 I. Généralités	 5
Chapitre 1: Définitions	5
A. Notion	5
B. Formes.....	8
C. Nature.....	9
D. Limites et étendue	13
 Chapitre 2: Les normes régissant la coopération internationale	 15
A. Le droit international.....	15
1. Les conventions de coopération	15
1.1. Les conventions élaborées dans le cadre de l'ONU.....	15
1.2. Les conventions du Conseil de l'Europe	22
a) La Convention européenne d'entraide judiciaire	22
b) La Convention européenne d'extradition	25
c) Les autres conventions.....	28
1.3. Les conventions de l'Union européenne	30
a) Les accords de Schengen.....	32
b) La Convention relative à l'extradition simplifiée	39
c) La Convention relative à l'extradition	42
d) L'accord d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique.....	47
e) La Convention d'entraide judiciaire	48
f) L'accord d'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique.....	51
g) Le mandat d'arrêt européen	53
h) Les autres mesures relatives à l'entraide judiciaire	63

1.4.	Les conventions bilatérales	67
1.5.	Les déclarations de réciprocité	79
2.	Les Conventions de répression	80
2.1.	Le génocide	80
2.2.	La torture	82
2.3.	Le terrorisme	84
2.4.	La criminalité organisée	104
2.5.	Le blanchissage d'argent	107
2.6.	La corruption	125
2.7.	La fraude aux intérêts financiers de l'Union européenne	140
2.8.	Le gel et la confiscation des avoirs et des biens	153
2.9.	Domaines divers	161
B.	Le droit interne	173
1.	La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons	174
1.1.	La compétence interne de la Confédération	174
1.2.	La compétence internationale de la Confédération	176
2.	Le droit fédéral	178
2.1.	La loi fédérale de 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers	178
2.2.	La législation fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale	179
a)	La loi fédérale de 1975 relative au traité d'entraide judiciaire avec les Etats-Unis d'Amérique	179
b)	La loi fédérale de 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale	180
c)	La révision de l'EIMP et la LTEJUS du 4 octobre 1996	182
d)	Les révisions ultérieures	185
2.3.	La législation fédérale sur la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux	190
a)	La coopération avec les tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et son extension au Tribunal spécial pour la Sierra Leone	190
b)	La loi fédérale sur la coopération avec la Cour pénale internationale	191
2.4.	La révision du droit fédéral consécutive à l'adoption de la LTF	192
3.	Le droit cantonal	192
4.	Pour une centralisation de la procédure	193

Chapitre 3: Les rapports entre les normes régissant la coopération internationale	197
A. Les rapports entre les normes internationales	197
1. Le droit international comme fondement de la coopération internationale	197
2. Les rapports entre les traités	200
3. Les normes supérieures du droit international.....	204
3.1. Les normes impératives et obligatoires du droit international.....	205
3.2. Les principes généraux du droit des gens	209
4. La coopération internationale et la protection internationale des droits de l'homme.....	219
4.1. Les garanties matérielles	223
a) En matière d'extradition	223
b) En matière d'entraide.....	233
4.2. Les garanties procédurales	234
a) En général.....	234
b) La détention extraditionnelle	238
B. Les rapports entre les normes internationales et le droit interne.....	240
1. La primauté du droit international	240
2. Le droit interne comme fondement de la coopération internationale	241
3. Les normes impératives du droit interne	245
C. Les rapports entre les normes du droit interne	248
1. La force dérogatoire du droit fédéral.....	248
2. La coopération internationale et les droits constitutionnels des citoyens	248
II. Droit formel	251
Chapitre 4: Les autorités	251
A. Les autorités fédérales.....	251
1. Le Conseil fédéral	251
2. Le Département fédéral des affaires étrangères.....	253
3. Le Département fédéral de justice et police	255
4. L'Office fédéral de la justice	256
4.1. Compétences générales	256
4.2. Compétences spéciales en matière d'extradition, de transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux et de remise à la Cour pénale internationale.....	262
4.3. Compétences spéciales en matière d'entraide	265
4.4. Compétences spéciales en matière d'entraide avec les Etats-Unis	270
5. Le Ministère public de la Confédération	272
6. La Direction générale des douanes	273

7. Les organes supérieurs de police de la Confédération et des cantons.....	273
8. La Commission consultative instituée par l'art. 6 aLTEJUS	275
9. La Commission permanente instituée par l'art. 111 al. 2 EIMP.....	276
10. Le Tribunal pénal fédéral	276
11. Le Tribunal fédéral	276
B. Les autorités cantonales	278
Chapitre 5: La procédure	281
A. Le droit applicable.....	281
B. Les parties	295
C. La demande	299
1. L'objet de la demande	299
2. L'acheminement et la remise de la demande.....	301
3. La forme de la demande	306
4. Le contenu de la demande	309
5. Le complètement de la demande	319
6. Le concours de demandes.....	321
7. La demande devenue sans objet	324
8. Le traitement de la demande.....	325
8.1. L'examen de la validité de la demande	325
8.2. L'exécution de la demande.....	326
8.3. L'exécution conditionnelle.....	332
8.4. L'exécution différée	339
8.5. La notification de la décision relative à la demande	339
8.6. L'autorité de chose jugée	343
8.7. La restitution	344
9. La remise d'objets ou de valeurs	345
9.1. La réglementation de l'ancienne EIMP	345
9.2. Le système de la nouvelle EIMP	348
9.3. La remise extraditionnelle	348
9.4. La remise à titre probatoire	350
9.5. La remise en vue de confiscation ou de restitution.....	352
D. Questions spéciales relatives à l'extradition.....	375
1. Les mesures provisoires	375
2. La détention extraditionnelle	378
3. L'octroi de l'extradition	385
3.1. L'extradition simplifiée.....	386
3.2. La remise de l'extradé	388
3.3. La remise ajournée ou temporaire	389
3.4. Le délai de répit.....	390
3.5. L'extension de l'extradition	391
3.6. La réextradition	392

E. Questions spéciales relatives à la remise à la Cour pénale internationale et au transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux.....	394
1. Les conditions de la remise et du transfèrement.....	394
2. Les mesures provisoires	397
3. La remise et le transfèrement.....	401
3.1. La décision	401
3.2. La remise et le transfèrement simplifiés.....	403
3.3. L'exécution de la remise et du transfèrement.....	403
3.4. La remise et le transfèrement ajournés ou temporaires	403
F. Questions spéciales relatives à l'entraide.....	404
1. Les mesures provisoires	404
2. La notion d'actes d'entraide	409
3. La notification d'actes de procédure, de décisions judiciaires et de citations	411
3.1. En général.....	411
3.2. Dans l'application du TEJUS	413
4. La citation de témoins ou d'experts.....	417
5. La protection du domaine secret.....	421
5.1. En général.....	421
5.2. Dans l'application du TEJUS	426
5.3. L'apposition et la levée de scellés	426
6. Le tiers non impliqué.....	430
6.1. En général.....	430
6.2. Dans l'application du TEJUS	432
7. L'obligation de garder le secret	434
8. La présence de personnes qui participent à la procédure étrangère	434
8.1. En général.....	434
8.2. Dans l'application du TEJUS	441
9. La transmission spontanée de moyens de preuve et d'informations	443
10. L'entraide «sauvage».....	454
11. L'exécution simplifiée.....	457
12. La remise de détenus aux fins d'investigation.....	459
12.1. En général.....	459
12.2. Dans l'application du TEJUS	461
13. Le transit.....	461
14. Le maintien de la détention ordonnée à l'étranger	463
15. L'audition par vidéoconférence.....	463
16. L'audition par conférence téléphonique	467
17. L'observation transfrontalière	467
18. La livraison surveillée	471
19. L'enquête discrète	472
20. Les équipes communes d'enquête	475

21. La surveillance de la correspondance par poste et télécommunication	479
G. Questions spéciales concernant l'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique	484
1. L'entraide pour la répression du crime organisé	484
2. La déposition sous serment	487
3. Modalités particulières de l'exécution de la demande..	488
4. La remise d'objets ou de valeurs	490
H. Questions spéciales relatives à l'entraide avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.....	491
I. La Suisse comme Etat requérant	495
J. Le règlement des frais	499
1. Entre les Etats	499
2. Entre la Confédération et les cantons	503
K. L'indemnisation	504
1. Pour l'acte licite.....	504
2. Pour l'acte illicite	506
Chapitre 6: Le droit d'être entendu.....	509
A. Le droit d'être entendu au sens étroit	510
B. Le droit d'être assisté d'un mandataire	512
C. Le droit de consulter le dossier	515
D. Le droit de participer à l'exécution de la demande	522
E. Le droit de recevoir une décision motivée	525
F. L'indication des voies de droit.....	528
Chapitre 7: Les voies de droit.....	529
A. Les voies de droit spéciales.....	529
1. Le recours administratif.....	529
2. La plainte au sens de l'art. 37 par. 3 TEJUS.....	531
3. Le recours et l'action au Tribunal administratif fédéral	531
B. Le recours au Tribunal pénal fédéral.....	532
1. L'objet du recours	532
2. La forme et les conclusions du recours.....	550
3. Les motifs du recours	551
4. La cognition.....	553
5. La qualité pour agir	554
6. Les délais de recours	573
7. L'effet suspensif.....	577
C. Les recours au Tribunal fédéral.....	579
1. Le recours en matière de droit public	579
2. Le recours en matière pénale	585
3. Le recours constitutionnel subsidiaire	586
4. Le recours au sens de l'art. 120 al. 2 LTF	587
5. Les effets de l'arrêt du Tribunal fédéral	587

III. Droit matériel	589
Chapitre 8: Les conditions matérielles de la coopération internationale	589
A. L'infraction donnant lieu à la coopération	589
1. En général.....	589
2. Dans l'application du TEJUS	592
B. Le caractère pénal et judiciaire de la procédure ouverte dans l'Etat requérant	593
1. En général.....	593
2. Dans l'application du TEJUS	596
C. La compétence répressive de l'Etat requérant.....	599
1. Les facteurs de rattachement	599
2. Les facteurs de rattachement et la coopération internationale	604
3. Le principe de l'universalité et la coopération internationale	608
4. L'exception liée au meilleur reclassement social	614
D. La réciprocité	615
E. La double incrimination	618
1. En général.....	618
2. Dans l'application du TEJUS	630
3. Casuistique	633
3.1. Les infractions liées au trafic de stupéfiants.....	633
3.2. Le crime organisé	634
3.3. Le délit d'initiés	636
3.4. La corruption	638
3.5. Le blanchissage du produit du crime	644
3.6. L'escroquerie.....	648
3.7. Les délits de nature économique, fiscale et commerciale	653
3.8. Divers	654
4. Perspectives	660
Chapitre 9: Les motifs d'exclusion de la coopération internationale.....	662
A. Les motifs liés à la nature de l'infraction réprimée dans l'Etat requérant.....	662
1. Le délit politique	663
1.1. En général.....	663
1.2. Casuistique	673
1.3. Perspectives.....	676
2. Le but déguisé de la poursuite	677
2.1. En général.....	677
2.2. Casuistique	680
3. Le délit militaire	682

4. Le délit monétaire, douanier, commercial ou économique	683
4.1. En général.....	683
4.2. Dans l'application du TEJUS.....	686
4.3. Casuistique	687
5. Le délit fiscal.....	689
5.1. En général.....	691
5.2. Dans l'application du TEJUS.....	701
5.3. Casuistique	702
5.4. Perspectives.....	705
B. Les motifs liés à la nature de la peine ou aux mauvais traitements encourus dans l'Etat requérant.....	708
C. Les motifs liés aux conditions de répression de l'infraction.....	713
1. La bénignité des faits.....	713
2. Le défaut de compétence de l'Etat requérant.....	716
3. L'existence d'une procédure parallèle dans l'Etat requis.....	716
4. La règle «ne bis in idem» et la «res judicata».....	718
5. La prescription.....	729
6. L'alibi.....	737
7. L'extinction de l'action pénale.....	740
8. L'amnistie.....	741
9. La grâce.....	743
D. Les motifs liés aux défauts de la procédure dans l'Etat requérant.....	743
1. L'exigence du respect des garanties procédurales.....	750
2. L'interdiction des tribunaux d'exception.....	753
3. Le jugement rendu par défaut.....	755
4. Les autres défauts graves de la procédure	760
E. Les motifs liés à la personne poursuivie	762
1. L'immunité.....	762
2. L'âge.....	772
3. La maladie	773
4. La mort	774
5. La nationalité	775
6. L'octroi de l'asile	780
7. Le reclassement social.....	782
F. Les motifs liés à l'ordre public, à la sûreté et aux intérêts essentiels de l'Etat requis	783
1. En général.....	783
2. Dans l'application du TEJUS	787
3. Perspectives.....	788

Chapitre 10: L'étendue de la coopération internationale	790
A. Le principe de la proportionnalité	790
B. Le principe de la spécialité.....	805
1. En général.....	805
2. En matière d'entraide	807
3. Dans l'application du TEJUS	814
4. En matière d'extradition	816
 IV. Délégation de la poursuite et exécution des décisions pénales étrangères	 821
Chapitre 11: La délégation de la poursuite	821
A. En général	821
B. La Suisse comme Etat requis	822
C. La Suisse comme Etat requérant	825
D. La maxime «aut dedere, aut judicare».....	830
 Chapitre 12: L'exécution des décisions pénales étrangères	 841
A. Le droit international	841
B. Le droit interne	855
1. La Suisse comme Etat requis.....	855
1.1. En général.....	855
1.2. Dans l'application de la LCPI	861
1.3. Dans l'application de la LCTPI.....	863
2. La Suisse comme Etat requérant	864
 Conclusion	 867
Table alphabétique	869
Table de la jurisprudence	937
Index des principales normes citées.....	985